

Commission paritaire du transport

Convention collective de travail du ~~15 décembre 2003~~ 12 janvier 2004

Prime **syndicale** dans le **sous-secteur** du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et le sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers

CHAPITRE I^{er}. - Champ d'application

Article 1^{er}.

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire du transport et appartenant aux sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers **et/ou** au **sous-secteur** de la manutention de choses pour compte de tiers, ainsi qu'à leurs ouvriers.

§ 2. Par « sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers », on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire du transport et qui effectuent:

1° le transport de choses pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée;

2° le transport de choses pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport n'est pas exigée;

3° la location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non, destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée;

4° la location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non, destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée. Pour l'application de la présente convention collective de travail, les taxi camionnettes, à savoir les véhicules dont la charge utile est égale ou inférieure à 500 kilogrammes et équipés d'un taximètre, sont considérés comme des véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée.

§ 3. Par « sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers », on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire du transport et qui, en dehors des zones portuaires:

1° effectuent toute manutention de choses pour compte de tiers en vue de leur transport et/ou consécutive au transport, peu importe le mode de transport utilisé;

2° **et/ou** fournissent les services logistiques en vue du transport de choses pour compte de tiers et/ou faisant suite au transport de choses pour compte de tiers, peu importe le mode de transport utilisé.

§ 4. Par « ouvriers » on entend les ouvriers et ouvrières.

Pour l'application de la présente convention, sont assimilées aux ouvriers les personnes liées par un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui effectuent principalement du travail manuel, peu importe la qualification juridique donnée par les parties au contrat de travail.

CHAPITRE II. - Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente convention, on entend par:

1° « fonds social », le « Fonds social du transport de marchandises et des activités connexes pour compte de tiers » institué par la convention collective de travail du 19 juillet 1973 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds social pour le transport de choses par véhicules automobiles » et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 décembre 1973 (Moniteur belge du 15 janvier 1974), modifiée par la convention collective de travail du 8 juillet 1993, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 avril 1994 (Moniteur belge du 16 juin 1994) et modifiée par la convention collective de travail du 15 mai 1997 portant modification de la dénomination du « Fonds social pour le transport de choses par véhicules automobiles » en « Fonds social du transport de marchandises et des activités connexes pour compte de tiers » et en modifiant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 novembre 1999 (Moniteur belge du 28 décembre 1999);

2° « exercice » : l'année à laquelle se rapporté la prime syndicale;

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTRE COMMERCIAL
20-01-2004 | 05-04-2004 | 70642 | 601400409

3° « période de référence » : la période commençant au 1^{er} juillet de l'année précédant l'exercice et se terminant au 30 juin de l'exercice;

4° « trimestre » : chaque période de trois mois prise en considération pour la déclaration à l'Office nationale de sécurité sociale;

5° « Pension » : la pension de retraite;

6° « Pré pension » : le régime institué par ou en vertu de la convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975 (Moniteur belge du 31 janvier 1975).

Pour l'application de la présente convention, seule est prise en considération la pré pension résultant de la convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail ou d'une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du transport et applicable aux employeurs appartenant au sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et/ou au sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers.

CHAPITRE III. - Conditions d'octroi

Art. 3. Les ouvriers et ouvrières, visés à l'article 1^{er}, § 4, ont droit à une prime syndicale, à charge du fonds social, pour autant qu'ils satisfassent aux deux conditions suivantes:

1° être membre pendant toute la période de référence d'une des organisations syndicales représentatives interprofessionnelles;

2° soit figurer dans chaque trimestre de la période de référence sur la déclaration d'Office national de Sécurité sociale d'un employeur visé à l'article 1^{er}, § 2 et/ou § 3 pour au moins:

- 42 jours de travail et/ou assimilés en régime de cinq jours, ou

- 50 jours de travail et/ou assimilés en régime de six jours;

soit avoir été déclaré à l'Office national de Sécurité sociale dans la période de référence avec un salaire brut d'au moins € 6.000 par un ou plusieurs employeurs visés à l'article 1^{er}, § 2 et/ou § 3.

Art. 4. Les ouvriers et ouvrières, visés à l'article 1^{er}, § 4, qui sont pensionnés ou prennent leur pré pension au cours de la période de référence, de même que les héritiers des ouvriers ou ouvrières décédés au cours de la période de référence, conservent le droit au paiement de la prime syndicale de l'exercice concerné.

CHAPITRE IV. - Montant de la prime syndicale

Art. 5. Le montant de la prime syndicale ne peut en aucun cas atteindre le montant de la cotisation dont l'ouvrier ou l'ouvrière est redevable à l'organisation syndicale à laquelle il/elle est affilié(e).

Art. 6. Le montant de la prime syndicale est fixé à:

- pour l'année 2003: € 102

-pour l'année 2004: €102

CHAPITRE V. - Tâches du Fonds social

Art. 7. Le conseil d'administration du fonds social est chargé de:

1° déterminer les ayant droit à la prime syndicale;

2° d'envoyer à chaque ayant droit, à son domicile, une demande de paiement de la prime syndicale, permettant à l'ouvrier ou l'ouvrière d'obtenir le paiement de sa prime syndicale auprès de son organisation syndicale;

3° le remboursement aux organisations représentatives interprofessionnelles des montants payés à titre de prime syndicale.

Pour permettre au fonds social de rembourser les montants payés à titre de prime syndicale, seul le président de la commission paritaire a le droit de procéder au comptage du nombre de primes payées.

Le conseil d'administration du fonds social est chargé de déterminer les modalités d'exécution de ce comptage.

CHAPITRE VI. - Dispositions abrogatoires

Art. 8. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 12 ^{juin} ~~juillet~~ 2001 relative à la prime syndicale dans le **sous-secteur** du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et le sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers, déposée le 11 juillet 2001 et enregistrée le 28 septembre 2001 sous le numéro **59017/CO/140.04.09**.

CHAPITRE VII. - Durée de validité

Art. 9.

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail sort ses effets le 1^{er} **janvier 2003** et s'applique aux primes syndicales payables **à partir de 2003**

§ 2. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes. Cette dénonciation doit se faire au moins trois mois avant le début de la période de référence fixée à l'article 2 de la présente convention collective de travail. La dénonciation doit être adressée par lettre recommandée au président de la Commission paritaire du transport, qui en avisera sans délai les parties intéressées. Le délai de préavis de trois mois prend cours à la date d'envoi de la lettre recommandée précitée.

Paritair Comité voor het vervoer

Collectieve **arbeidsovereenkomst** van ~~15 december 2003~~ 15 mei 2004

Syndicale premie in de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1.

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en behoren **tot** de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en/of **tot** de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden, alsook op hun werklieden.

§ 2. Met « subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden » wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en die zich inlaten met:

1° het goederenvervoer voor rekening van derden door **middel** van een voertuig met of zonder **motor** voor hetwelk een vervoersvergunning vereist is **welke** door de bevoegde overheid afgeleverd werd;

2° het goederenvervoer voor rekening van derden door middel van een voertuig met of zonder motor voor hetwelk geen vervoersvergunning vereist is;

3° de verhuur met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke een vervoersvergunning vereist is welke door de bevoegde overheid afgeleverd werd;

4° de verhuur met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke geen vervoersvergunning vereist is.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst **worden** de taxibestelwagens, met **name** de voertuigen waarvan het laadvermogen gelijk is aan of kleiner is dan 500 **kilogram** en die uitgerust zijn met een **taximeter**, beschouwd **als** voertuigen voor dewelke geen vervoersvergunning vereist is.

§ 3. Met « subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden », wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en die zich, **buiten** de havenzones, zich inlaten met:

1° **alle** behandeling van goederen voor rekening van derden ter voorbereiding van het vervoer en/of ter afwerking van het vervoer, ongeacht het gebruikte vervoermiddel;

2° en/of **alle** logistieke diensten ter voorbereiding van het vervoer van goederen voor rekening van derden en/of ter afwerking van dit vervoer, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

§ 4. Met « werklieden » wordt bedoeld de werklieden en werksters.

Voor de toepassing van deze **overeenkomst** worden met werklieden gelijkgesteld de personen verbonden door een arbeidsovereenkomst geregeld door de wet van 3 **juli** 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**, die hoofdzakelijk handenarbeid verrichten ongeacht de juridische kwalificatie die door de partijen aan hun overeenkomst werd gegeven.

HOOFDSTUK II. - Begrippen

Art.2. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt bedoeld met:

1° « Sociaal fonds »: het « Sociaal Fonds voor het goederenvervoer en aanverwante activiteiten voor rekening van derden » opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juli 1973 **tot** oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, **genaamd** « Sociaal Fonds voor het vervoer van goederen met motorvoertuigen » en **tot** vaststelling van zijn statuten, **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 **december 1973** (Belgisch Staatsblad van 15 januari 1974), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 1993, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 **april** 1994 (Belgisch Staatsblad van 16 juni 1994) en gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 **mei** 1997, houdende wijziging van de **benaming** van het « Sociaal Fonds voor het vervoer van goederen met **voertuigen** » in « Sociaal Fonds voor het goederenvervoer en aanverwante activiteiten voor rekening van derden » en wijziging van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 **november** 1999 (Belgisch Staatsblad van 28 december 1999);

140.04.09 / 12-04-2004 / 02

2° « Dienstjaar »: **het jaar** waarop de syndicale **premie** betrekking **heeft**;

3° « **Referteperiode** »: de **periode** die aanvangt op 1 **juli** van **het jaar** dat het dienstjaar voorafgaat, en eindigt op 30 juni van het dienstjaar;

4° « **Kwartaal** »: **elke periode** van drie **maanden** die in **aanmerking** wordt genomen voor de aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

5° « **Pensioen** »: het ouderdomspensioen;

6° « **Brugpensioen** »: het stelsel ingericht door of krachtens de collectieve **arbeidsovereenkomst** nr 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad **tot** invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van **sommige** bejaarde **werknemers** indien zij **worden** ontslagen, **algemeen** verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 16 januari **1975** (Belgisch Staatsblad van 31 januari 1975).

Voor de toepassing van deze **overeenkomst** wordt **enkel** het brugpensioen in aanmerking genomen dat voortspuit uit de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad of uit een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van het **Paritair** Comité voor het vervoer en toepasselijk op de werkgevers behorend **tot** de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en/of **tot** de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden.

HOOFDSTUK III. - Toekenningsvoorwaarden

Art 3. De werklieden en werksters, bedoeld in artikel **1**, § 4, hebben recht op een syndicale premie ten **laste** van het sociaal fonds voor zover zij voldoen aan de volgende twee voorwaarden:

1° Gedurende **heel** de referteperiode **lid** zijn van één van de representatieve interprofessionele **werknemersorganisaties**;

2° Hetzij in ieder kwartaal van de referteperiode **voorkomen** op de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid - aangifte van een werkgever bedoeld in artikel **1**, § 2 **en/of** § 3 voor **minstens**:

- 42 **arbeids-** en/of gelijkgestelde dagen in het **regime** van het vijfdagenstelsel, of
- 50 **arbeids-** en/of gelijkgestelde dagen in het **regime** van het zesdagenstelsel;
- hetzij in de referteperiode aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven zijn met een brutoloon van minstens € **6.000** door een of **meerdere** werkgevers bedoeld in artikel **1**, § 2 en/of § 3.

Art.4. De werklieden en werksters, bedoeld in artikel **1**, § 4, die in de **loop** van de referteperiode met pensioen of brugpensioen **gaan**, alsmede de **erfgenamen** van werklieden of werksters die overleden zijn in de loop van de referteperiode, behouden het recht op de betaling van de syndicale premie van het betrokken dienstjaar.

HOOFDSTUK IV. - Bedrag van de syndicale premie

Art.5. Het bedrag van de syndicale premie **mag** in geen **geval** het bedrag bereiken van de **jaarlijkse** bijdrage die de **werkman of** werkster aan de **werknemersorganisatie**, waarbij hij/zij is aangesloten, verschuldigd is.

Art 6. Het bedrag van de syndicale premie wordt vastgesteld op:

- **voor het jaar 2003 = € 102**
- **voor het jaar 2004 = € 102**

HOOFDSTUK V. - Taken van het Sociaal Fonds

Art.7. De raad van beheer van het sociaal fonds is belast met :

1° het vaststellen van de rechthebbenden op de syndicale premie;

2° het toesturen aan elke rechthebbende op zijn domicilie van de aanvraag **tot** uitbetaling van de syndicale premie,

9

waarmee de werkmán of werkster bij zijn of haar **werknemersorganisatie** de **uitbetaling** van **zijn** of haar syndicale **premie** kan **bekomen**;

3° de terugbetaling aan de representatieve interprofessionele **werknemersorganisaties** van de ten **titel** van syndicale premie uitbetaalde bedragen.

Om aan het sociaal fonds de **mogelijkheid** te bieden de ten **titel** van syndicale premie uitbetaalde bedragen terug te betalen, heeft alleen de voorzitter van het **paritair** comité het recht het aantal uitbetaalde syndicale **premies** te tellen.

De raad van beheer van het sociaal fonds is belast met het bepalen van de uitvoeringsmodaliteiten van deze telling.

HOOFDSTUK VI. - Opheffingsbepalingen

Art.8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve **arbeidsovereenkomst** van **12 juni 2001** ^{jun.} **betreffende** de syndicale premie in de subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden, neergelegd op 11 **juli 2001** en geregistreerd op 28 **september 2001** onder **registratienummer 59017/CO/140.04.09**.

HOOFDSTUK VII. - Geldigheidsduur

Art 9. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op **1 januari 2003** en is van toepassing op de syndicale premies die **vanaf 2003 uitbetaalbaar** zijn.

§ 2. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door **elk** van de contracterende partijen worden opgezegd. Deze opzegging **moet** gebeuren **minstens** drie maanden **vóór** de aanvang van de referteperiode bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De opzegging moet geschieden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het vervoer, die zonder verwijl de betrokken partijen in kennis **zal** stellen. De **opzegtermijn** van drie maanden begint te **lopen** vanaf de **datum** van verzending van **bovengenoemde** aangetekende brief.